

Élections législatives des 12 et 19 juin

Arnold Voillemin

Candidat à l'élection législative
pour la 12^{ème} circonscription
de Seine-Saint-Denis

LA MONNAIE AU SERVICE DU PEUPLE

44 ans, père de famille. Elu municipal de Livry-Gargan pendant près de 10 ans ; successivement conseiller municipal puis adjoint au maire en charge des transports, de l'environnement et des nouvelles technologies. Je me présente aujourd'hui comme en 2012 pour redonner le pouvoir économique au peuple. En 2012, j'indiquais déjà qu'une séparation stricte entre banques de dépôts (compte courants), banques d'affaires (bourse, spéculation, etc) et assurances était nécessaire pour protéger les concitoyens de l'effondrement économique (VOIR EXPLICATIONS AU DOS). Cette disposition était en vigueur après la seconde guerre mondiale et a progressivement été abrogée au nom de la doctrine

néolibérale. Depuis 2017 et la loi Sapin 2, vos comptes courants ne sont plus votre propriété privée : les banques spéculatives ont pouvoir de ponctionner dans **vos comptes pour renflouer les spéculateurs**. C'est l'essence même du **fascisme financier** que je souhaite éradiquer avec d'autres qui se présentent à ces élections législatives sous la bannière « La raison du peuple ». C'est aux députés que revient de créer les outils pour une mise en faillite ordonnée du système financier. Ce point doit être la raison principale de ces élections législatives. Ainsi, l'ensemble du tissu économique de notre Nation ; comprenez les personnes, les associations et les entreprises, seront de nouveau protégées.

Rejoignez-nous

☎ 06 67 10 93 07



voillemin.com



SP
Solidarité
& progrès



République Souveraine

« Si l'Etat ne contrôle pas la monnaie, c'est la monnaie qui contrôle l'Etat ». Cette phrase de Georges Boris fait parfaitement écho à ce que disait le général De Gaulle : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille ». (En référence à la corbeille du palais de la Bourse de Paris).



1 Débrancher la spéculation et protéger l'épargne



3 Rétablir des politiques de service public et d'investissements stratégiques

